

BANQUE DE FRANCE

LES ENTREPRISES EN REGION : BILAN 2022 ET PERSPECTIVES 2023

Février 2023

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DU SECTEUR BÂTIMENT – TRAVAUX PUBLICS	13
MÉTHODOLOGIE	16
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	17
MENTIONS LÉGALES	18

Contexte National

Contexte national : l'économie française face au défi de la forte inflation

L'année 2021 a été marquée par le rebond de la croissance, après une crise économique d'ampleur considérable causée par la pandémie de Covid-19. Alors que l'année 2022 devait consolider cette reprise, la croissance a été affectée par de nouvelles vagues épidémiques et surtout par la guerre russe menée contre l'Ukraine. Ainsi, selon le [FMI \(WEO d'octobre 2022\)](#), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2022. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 3,1 % en 2022, après une hausse de 5,2 % en 2021.

En France, sur l'ensemble de l'année 2022, la croissance du PIB s'établirait à 2,6 % d'après les plus récentes prévisions de la Banque de France. Cela montre une résilience de l'économie française face à la résurgence épidémique causée par le variant Omicron et les effets de la guerre russe en Ukraine, déclenchée fin février. La résistance de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services, qui a poursuivi son rebond post-Covid observé dans la deuxième partie de 2021. Le secteur de l'industrie a pâti de la succession des chocs affectant aussi bien l'offre que la demande. L'activité a globalement connu un net ralentissement au second semestre, touchée par les effets de la forte inflation dans un contexte d'envolée des prix de l'énergie.

Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2022, l'activité traverserait deux phases bien distinctes lors des prochaines années : un net ralentissement à partir de cet hiver causant une faible croissance de +0.3% pour 2023, puis un recul des tensions inflationnistes et une reprise progressive de l'expansion économique avec une croissance de 1,2% en 2024, puis 1,8% en 2025.

La situation sur le marché du travail s'est améliorée en 2022. L'emploi salarié a poursuivi son rebond soutenu par la levée des contraintes sanitaires dans les services, et par la poursuite des créations d'emplois en apprentissage. Dans un contexte de fléchissement de l'activité, ce fort dynamisme de l'emploi, ainsi que du volume d'heures travaillées, a eu pour contrepartie une quasi-stagnation de la productivité par tête et un recul de la productivité horaire. Le taux de chômage s'établit en moyenne annuelle autour de 7,3%, un niveau historiquement bas. Lors des prochaines années, il suivrait un profil en cloche : remontant d'abord en raison du ralentissement de la croissance et du rétablissement de la productivité, puis diminuant au cours de 2025.

L'année 2022 a été marquée par le retour de la hausse des prix à des niveaux inédits depuis les années 1990. Les tensions sur les prix internationaux des matières premières ont causé une inflation en augmentation continue sur l'année 2022, qui s'établirait à 6,0 % en moyenne annuelle (IPCH). En 2023, l'inflation se situerait de nouveau à 6,0 % en moyenne annuelle, mais avec un profil temporel très différent : pic au premier semestre, puis décline sur le reste de l'année. En 2024, l'inflation se replierait encore pour revenir en fin d'année et en 2025 vers la cible de la Banque centrale européenne (BCE) de 2 %.

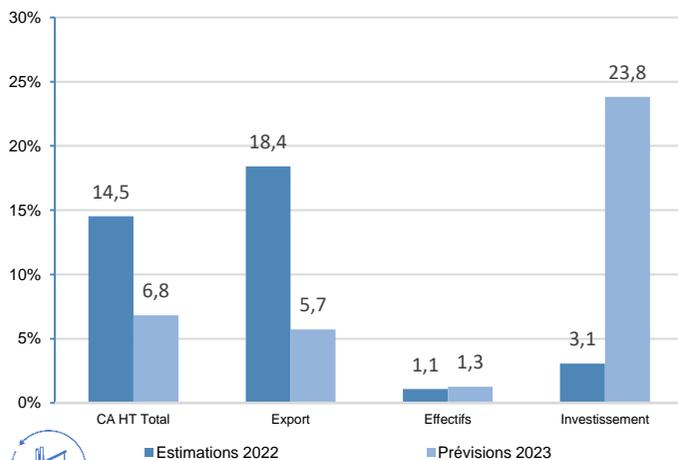
Dans le contexte de forte inflation, l'Eurosystème a mis en oeuvre la normalisation de sa politique monétaire, avec plusieurs hausses de ses taux directeurs depuis juillet 2022, et s'est engagé à poursuivre son action afin d'assurer un retour de l'inflation à la cible des 2 %.

Chiffres clefs

	Chiffre d'affaires	2022 :	+14,5%
		2023 :	+6,8%
	Exportations	2022 :	+18,4%
		2023 :	+5,7%
	Effectifs	2022 :	+1,1%
		2023 :	+1,3%
	Chiffre d'affaires	2022 :	+8,2%
		2023 :	+5,9%
	Effectifs	2022 :	+2,1%
		2023 :	+2,4%
	Production totale	2022 :	+7,4%
		2023 :	-0,3%
	Effectifs	2022 :	+4,5%
		2023 :	+1,1%

Situation régionale

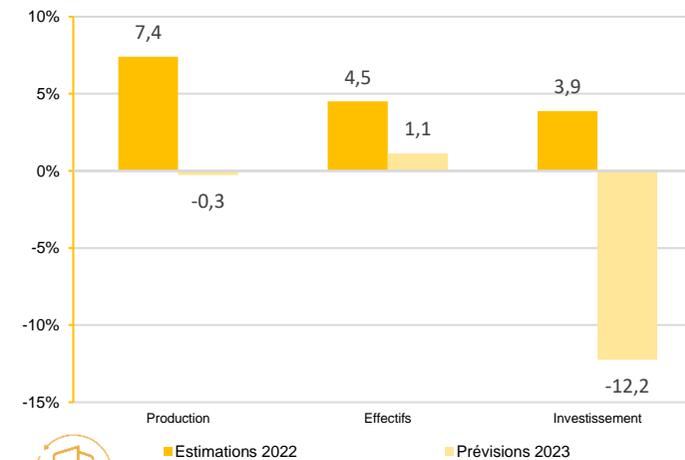
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

En 2022, malgré les impacts de la guerre en Ukraine, le contexte inflationniste et la persistance de difficultés d'approvisionnements et de recrutements, l'économie bretonne s'est montrée résiliente avec une forte progression des chiffres d'affaires tous secteurs confondus. Cette hausse, qui a largement dépassé les prévisions d'activité formulées l'an dernier (de près de 5 points dans l'industrie, 2 points dans les services marchands et 6 points dans la construction), a résulté d'un effet prix, en répercussion de l'augmentation du coût des matières premières et de l'énergie, mais également d'un effet volume comme l'atteste la progression des effectifs constatée dans tous les secteurs.

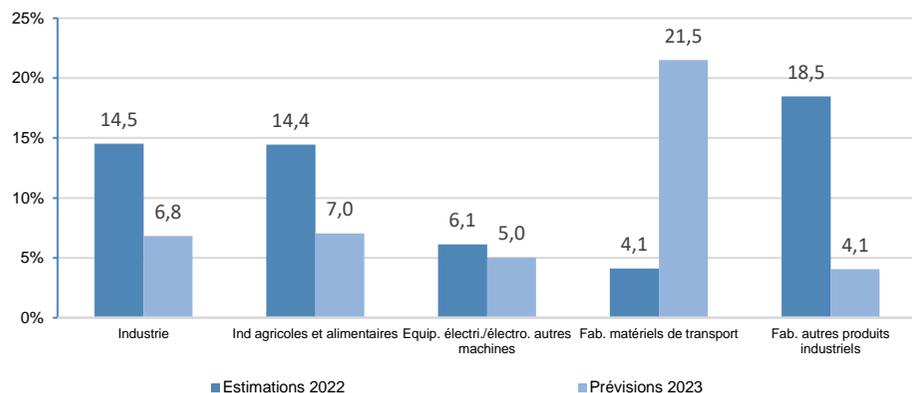
Pour 2023, excepté dans la construction où le chiffre d'affaires devrait rester quasi-stable, les entreprises anticipent à nouveau une progression même si l'amplitude devrait être moindre. Dans un contexte où la dynamique de recrutements devrait être plus prononcée qu'en 2022 dans l'industrie et les services, le renforcement des effectifs laisse augurer une augmentation des volumes. Dans ce contexte, les inquiétudes des participants exprimées lors de notre enquête annuelle sur les impacts de la remontée des taux d'intérêt, du coût des matières premières, de l'énergie et de la masse salariale devraient peser sur les niveaux attendus de rentabilité et d'investissement.



Synthèse de l'Industrie

Après le rebond observé en 2021, l'industrie a connu une forte progression de son chiffre d'affaires en 2022. Ce développement, porté essentiellement par l'industrie agroalimentaire et le secteur des autres produits industriels (bois, papier, imprimerie; produits caoutchouc, plastiques, métallurgie) est la conséquence d'un effet prix mais également d'un effet volume comme l'illustre l'augmentation des effectifs. Enfin, le repli de l'euro sur les marchés des changes a contribué à dynamiser les exportations.

Évolution du chiffre d'affaires



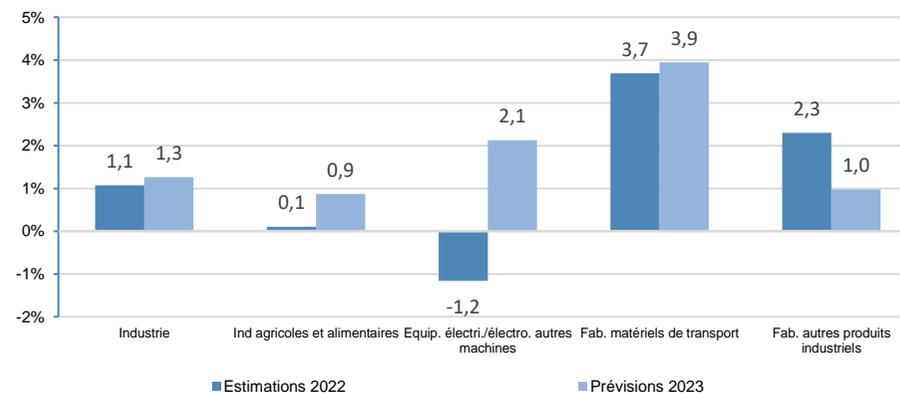
En 2022, la hausse du chiffre d'affaires total de l'industrie a été supérieure aux prévisions formulées par les chefs d'entreprises lors de la précédente enquête annuelle (+14.5% contre +9.4 attendu). Ces résultats s'expliquent paradoxalement non pas par une résorption attendue des difficultés d'approvisionnements et de recrutements exprimées l'an dernier (même si ces difficultés se sont largement atténuées en 2022) mais par une capacité de l'industrie en général à répercuter la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie sur les prix de vente. La demande intérieure et les exportations stimulées par le repli de l'euro contre dollar ont également favorisé l'activité.

En 2023, le chiffre d'affaires de l'industrie progresserait, sur un rythme moindre qu'en 2022, malgré un ralentissement de l'économie mondiale et une politique monétaire plus restrictive. Néanmoins les effectifs progresseraient davantage que l'année précédente.

Les effectifs ont continué de progresser en 2022, ce que confirment les dernières tendances de l'INSEE, mais sur un rythme plus faible qu'anticipé l'an dernier (+1.1% contre +2.4% attendus), parfois en raison de l'indisponibilité de la main d'œuvre sur quelques profils très qualifiés selon certains secteurs. Aussi, cette progression s'est-elle manifestée par un recours à l'intérim, en particulier dans la fabrication des matériels de transport (industrie automobile et navale) ainsi que dans le secteur des autres produits industriels pour répondre à l'évolution de la production.

En 2023, le rythme d'évolution des effectifs est attendu en légère hausse par rapport à 2022, avec une baisse accrue du recours aux intérimaires, après le fort rebond observé en 2022 (progression de +6.2% en un an de l'emploi des intérimaires dans l'industrie en Bretagne d'après l'INSEE).

Évolution des effectifs

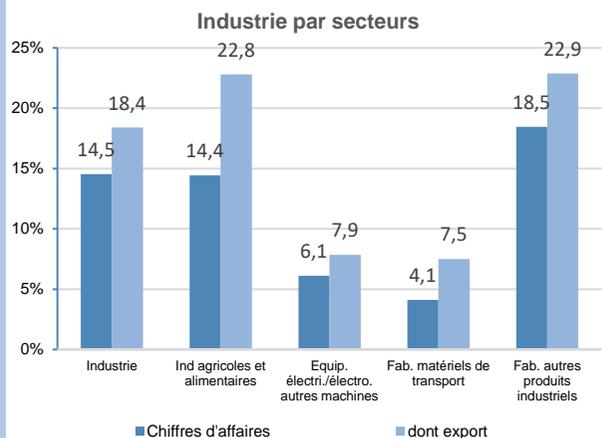


Source Banque de France – INDUSTRIE



18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export

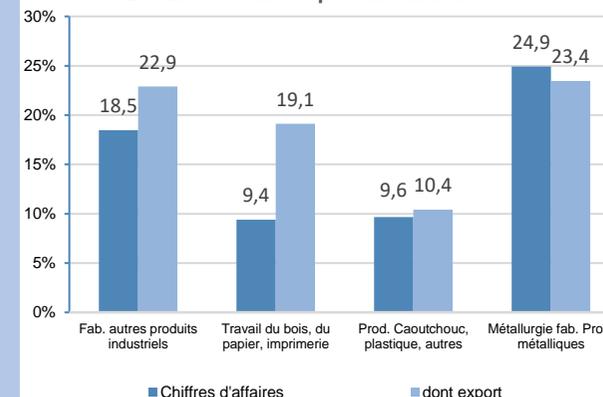


La croissance dynamique du chiffre d'affaires (+14,5% en moyenne) a concerné toutes les branches, et singulièrement la fabrication des produits industriels (cf. page de droite). Le secteur de la fabrication de matériels de transport a connu la progression la plus faible en raison de difficultés d'accès aux matières premières sur la première partie de l'année, en particulier dans l'industrie automobile, même si la construction navale demeure très dynamique avec des carnets de commandes garnis sur plusieurs années.

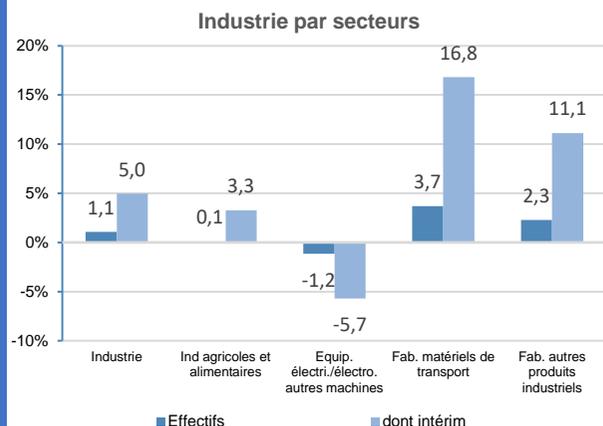
Chiffre d'affaires, dont export

Dans les autres produits industriels, les entreprises, fortement impactées par la hausse du coût des matières premières, notamment dans la métallurgie, se sont démarquées des autres secteurs industriels avec une forte croissance de leur chiffre d'affaires liée à une plus grande capacité de répercussion de la hausse de leurs coûts sur leurs prix de vente. Les marchés extérieurs sont également restés dynamiques, avec une nette progression des chiffres d'affaires à l'export.

Détails des Autres produits industriels



Bilan 2022



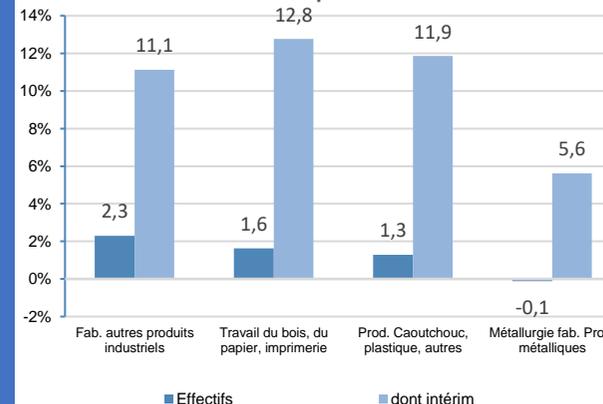
À l'exception du secteur des équipements électriques et électroniques, une hausse des effectifs est observée.

Les entreprises de la fabrication des matériels de transport indiquent un plus fort recours à l'intérim, notamment en raison du dynamisme de l'activité navale, ainsi que de la reprise d'activité dans l'automobile avec la disparition progressive des difficultés d'approvisionnements en composants électroniques sur le second semestre de 2022.

Effectifs, dont intérim

Comme dans les autres secteurs, les entreprises des autres produits industriels se heurtent à des difficultés de recrutements, en particulier sur les profils techniques spécialisés. Ainsi, le recours à l'intérim reste-t-il élevé dans ces activités.

Détails des Autres produits industriels

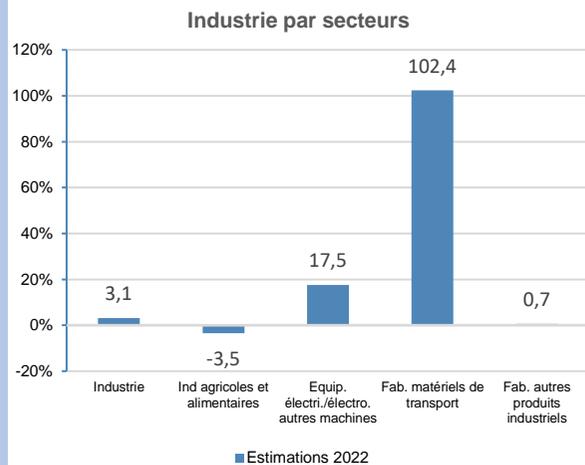


Effectifs, dont intérim



18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Évolution des investissements



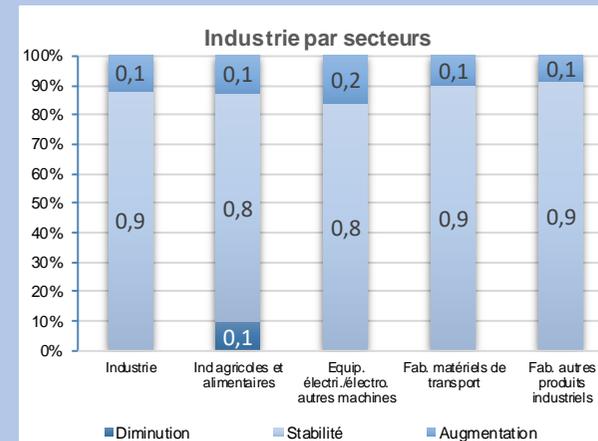
Les investissements ont bien moins progressé qu'anticipé (+3.1 contre +33.5% attendus) en raison d'un allongement des délais de livraison et d'autre part, d'une dégradation des niveaux de rentabilité pour une part non négligeable d'entreprises.

Le secteur des matériels de transport fait toutefois exception avec des investissements en équipements conséquents en 2022 dans l'automobile et la construction navale.

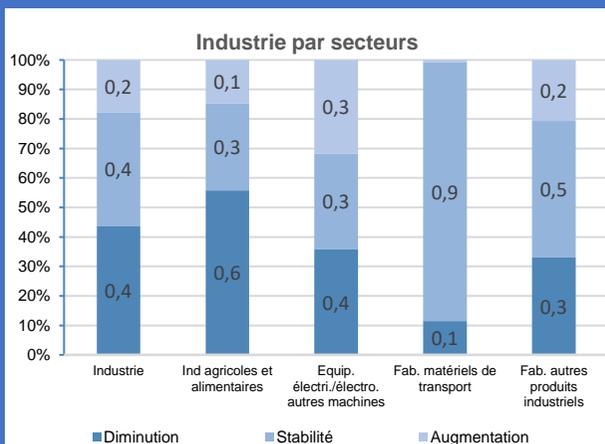
Délais de paiement

Les délais de paiement sont restés quasi stables dans l'ensemble dans l'industrie.

C'est dans le secteur des équipements électriques et électroniques que la part de l'allongement des délais de paiements a été le plus significatif, même si celui-ci reste limité (20% des cas).



Bilan 2022

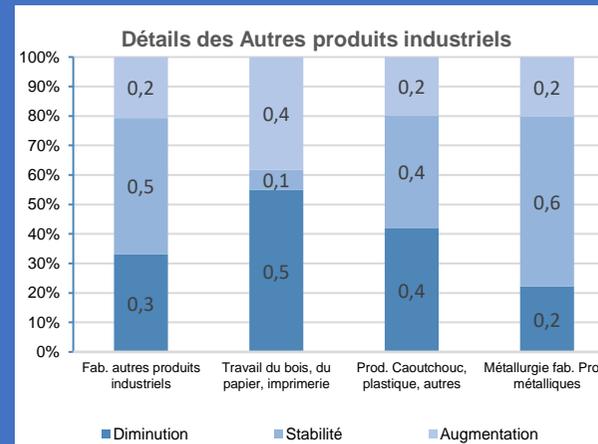


La majorité des entreprises a vu une stabilité ou une légère diminution de la rentabilité. Les marges de manœuvre limitées pour répercuter la hausse des coûts, des matières premières et de l'énergie ont fortement influé sur les niveaux de rentabilité atteints. Ainsi, l'agro-alimentaire a vu sa rentabilité significativement baisser, en raison de l'impossibilité de passer des hausses de prix rapidement après le renchérissement des intrants. Cependant, les entreprises ont indiqué que la situation s'était redressée en fin d'année.

Rentabilité

Au sein du secteur des autres produits industriels, les résultats s'affaiblissent dans le travail du bois, le papier et l'imprimerie. Dans les autres domaines, la possibilité de répercuter les coûts conduit globalement à une stabilité de la rentabilité.

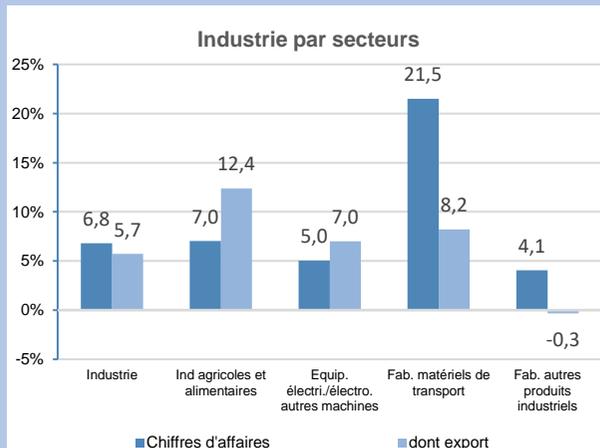
Rentabilité





18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région

Chiffre d'affaires, dont export



En 2023, les perspectives demeurent positives, avec une hausse généralisée des chiffres d'affaires attendue, notamment dans le secteur de la fabrication des matériels de transport, avec une réduction prévue des difficultés d'approvisionnements.

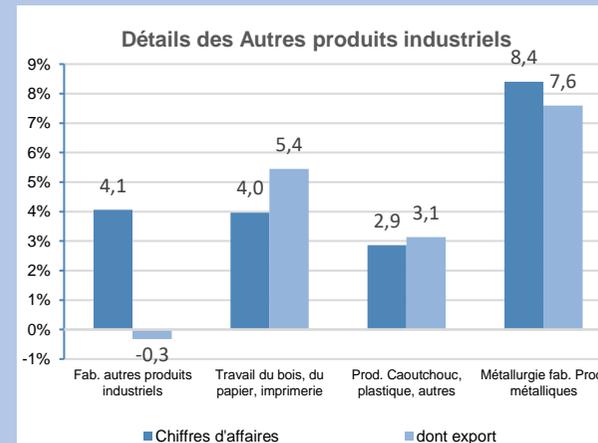
La contribution de l'export aux chiffres d'affaires devrait rester dynamique, bien que les craintes de ralentissement de l'économie mondiale et la situation géopolitique limitent la part de cette contribution par rapport à 2022.

À noter enfin pour l'industrie agroalimentaire des craintes sur l'évolution de la filière bio et sur l'issue des négociations avec la grande distribution.

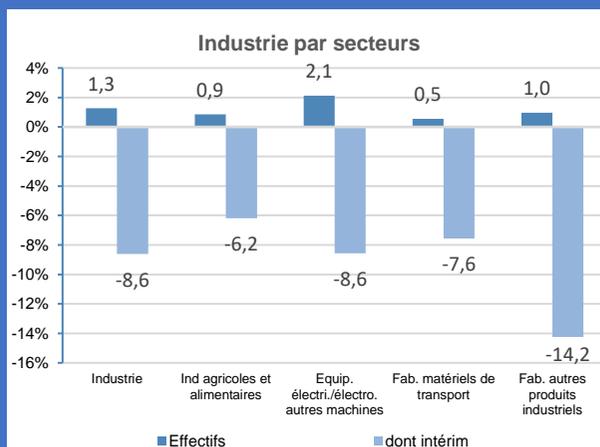
Chiffre d'affaires, dont export

Si le secteur dans sa globalité anticipe une quasi-stabilité des exportations, un focus sur les industries du bois, du caoutchouc et de la métallurgie démontre le dynamisme dans ces activités, tant sur le marché intérieur qu'extérieur.

Une part des évolutions de chiffre d'affaires prévue est toutefois liée, comme en 2022, à un effet prix dans la mesure où de nouvelles hausses des coûts des matières premières sont attendues.



Perspectives 2023

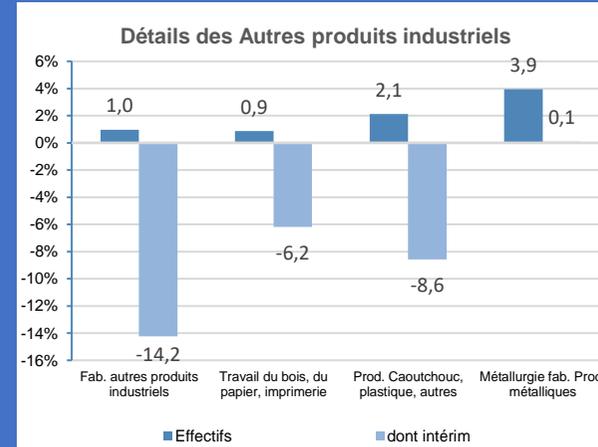


Les entreprises du secteur de l'industrie envisagent de poursuivre les recrutements en 2023, tout en limitant leur recours à l'intérim s'inscrivant ainsi sur une stratégie de long terme.

Cependant, les entreprises restent confrontées à des difficultés de recrutements en production mais également, de manière plus marginale, dans les métiers administratifs.

Effectifs, dont intérim

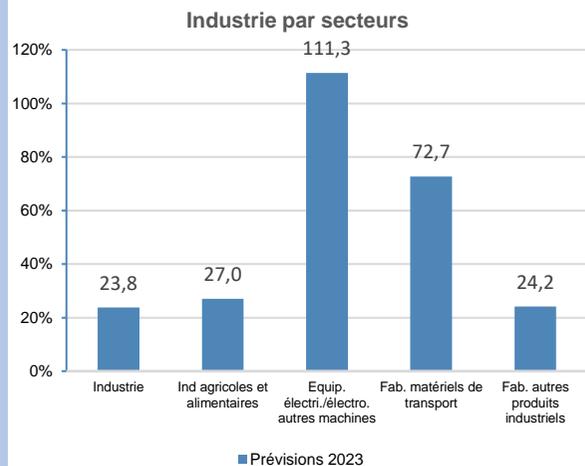
À l'image de l'ensemble de l'industrie, les entreprises des autres produits industriels anticipent un renforcement de leur personnel tout en réduisant la part de l'intérim dans les effectifs totaux. Le secteur du bois/papier/imprimerie prévoit une stabilité voire une légère augmentation des effectifs, tandis que le secteur de la métallurgie anticipe des besoins en recrutements plus importants.



Effectifs, dont intérim



18%
Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



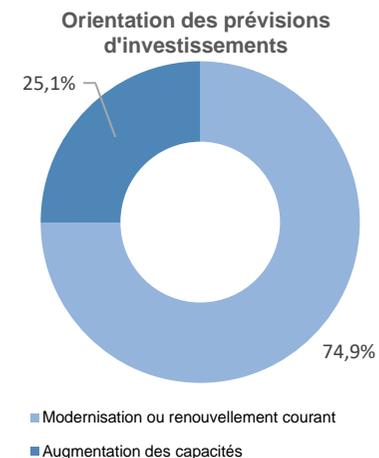
Investissements

Compte tenu du contexte économique et géopolitique, certains chefs d'entreprises ont décidé de reporter leurs investissements de 2022 à 2023. Le secteur des équipements électriques et électroniques devrait être celui réalisant le plus d'investissements.

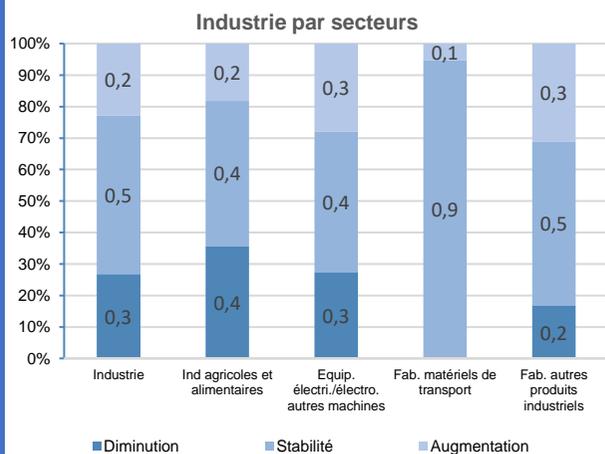
Orientation des prévisions

Comme pour l'année précédente, le rebond de l'investissement devrait concerner essentiellement la modernisation des outils, davantage que l'augmentation des capacités de production.

Cette dernière orientation est cependant un peu mieux représentée en 2023 qu'en 2022 (25,1% contre 21,9%)



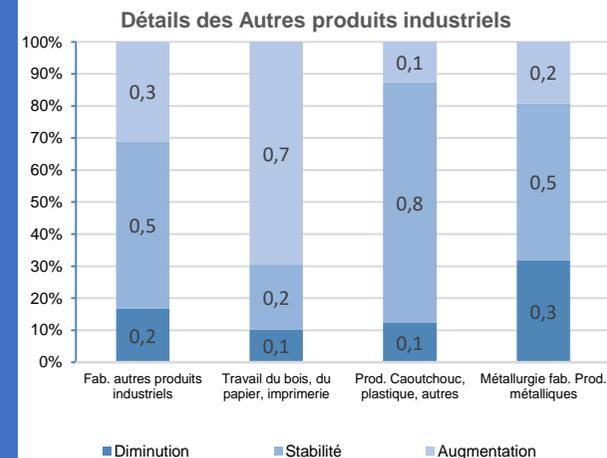
Perspectives 2023



Par rapport aux prévisions formulées l'an dernier, l'optimisme est plus mesuré sur la rentabilité pour l'année à venir car 20% des entreprises prévoient une augmentation de la rentabilité contre 30% l'année précédente. Cependant, la majorité d'entre elles continue d'estimer que le niveau moyen de la rentabilité d'exploitation dans l'industrie progresserait ou à minima se stabiliserait, en particulier grâce à la prise en charge et/ou l'allègement par l'État des coûts de l'énergie de certaines entreprises.

Rentabilité

Les prévisions pour 2023 restent sereines concernant la rentabilité attendue dans le sous-secteur de la fabrication des autres produits industriels (bois, caoutchouc, métallurgie). Elles restent analogues à celles de 2022, 80% des entreprises estimant que la rentabilité progresserait ou se stabiliserait.



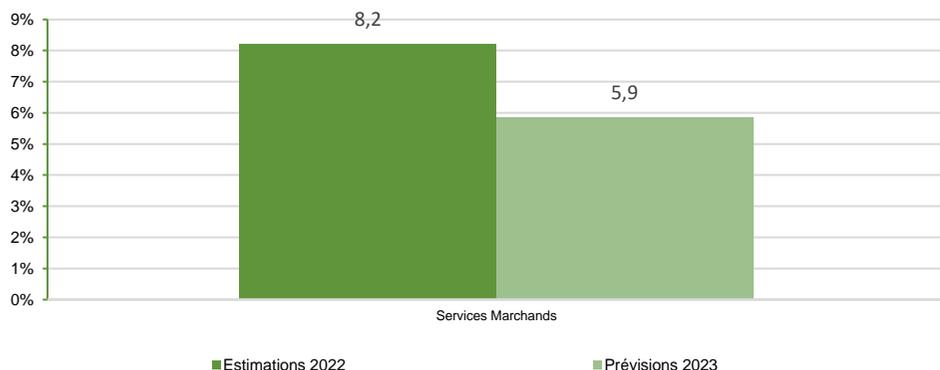
Rentabilité



Synthèse des services marchands

Les services marchands sont restés un des principaux moteurs de l'économie bretonne et leur chiffre d'affaires a cru davantage qu'attendu (+8.2% contre +6.1%), portés par les secteurs de l'information-communication et les services aux entreprises. Cette progression résulte notamment d'une augmentation des prix, mais également d'un effet volume comme le confirme la progression des effectifs.

Évolution du chiffre d'affaires



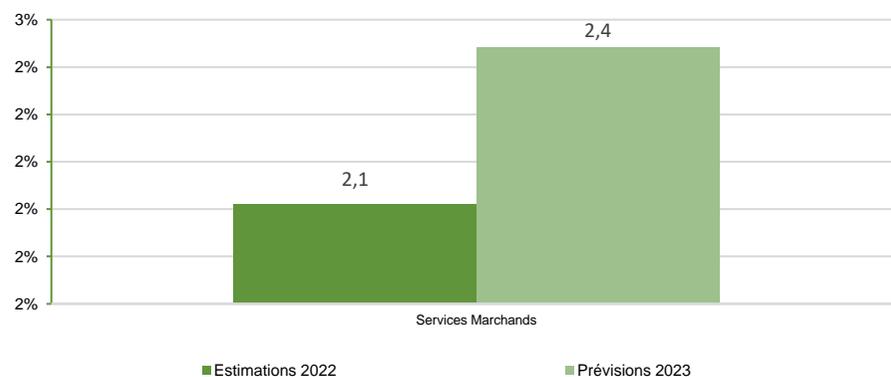
Le chiffre d'affaires des services a progressé au-delà du niveau prévu l'an dernier (8,2% contre +6.1%).

Cette augmentation devrait être plus limitée l'an prochain (+5.9%), en raison d'un tassement attendu de la demande, en particulier dans le secteur du service aux entreprises découlant d'appels d'offres probablement différés compte tenu des incertitudes macro-économiques et géopolitiques.

Les effectifs ont continué de progresser pour accompagner la hausse de l'activité, mais cette progression a été plus limitée qu'attendue (+2.1% contre +7.0), en particulier au regard de la difficulté à recruter de la main d'œuvre qualifiée et de la raréfaction des commandes.

La dynamique de recrutements devrait être plus marquée l'an prochain, et apparaît en phase avec l'augmentation du chiffre d'affaires prévue, qui résultera d'un effet prix mais également d'une progression des volumes.

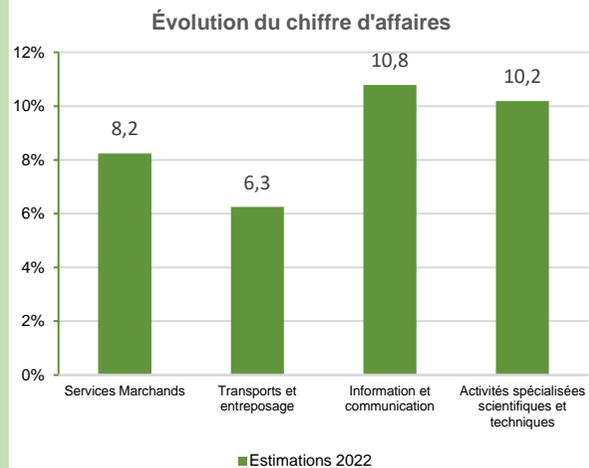
Évolution des effectifs





55%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



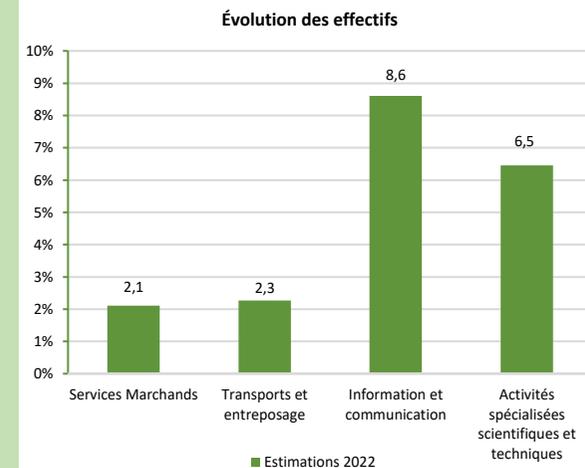
Chiffre d'affaires

En 2022, l'activité est restée dynamique (8.2% vs +10,8% pour 2021), le contexte sanitaire s'étant amélioré. Le secteur de l'informatique reste toujours porteur compte tenu du développement de la digitalisation au sein des entreprises.

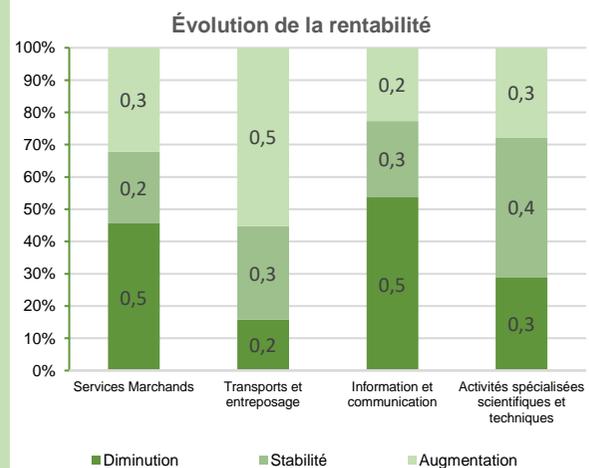
Effectifs

La hausse de l'activité en 2022 s'est accompagnée d'un renfort des effectifs, qui reste toutefois modéré (+2.1%) et inférieur aux prévisions formulées il y a un an (+7%), en raison des difficultés persistantes à recruter du personnel qualifié.

Cette progression des effectifs est plus marquée dans les secteurs de l'information et de la communication et celui de l'ingénierie,



Bilan 2022

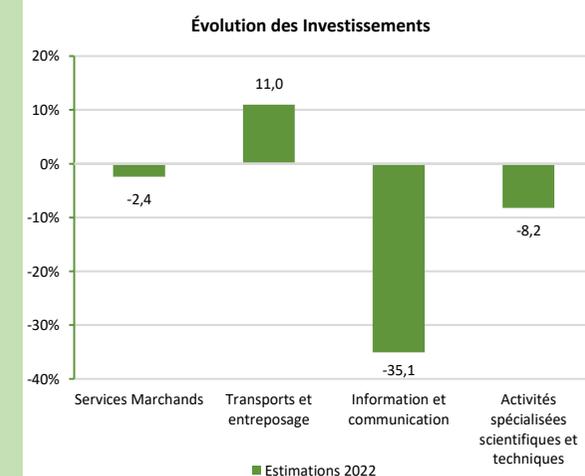


En 2022, la rentabilité connaît une baisse notable pour la plupart des secteurs des services marchands, contrairement aux prévisions plutôt optimistes des entreprises interrogées l'année dernière.

Ce tassement de la rentabilité est plus marqué dans le secteur de l'information communication.

Les investissements connaissent une baisse (-2.4%) qui reste toutefois mesurée et inférieure aux anticipations (-9.9%).

Au sein des services marchands, le secteur de l'information et de la communication a enregistré la plus forte baisse, passant de 25,5% à -35,1%.

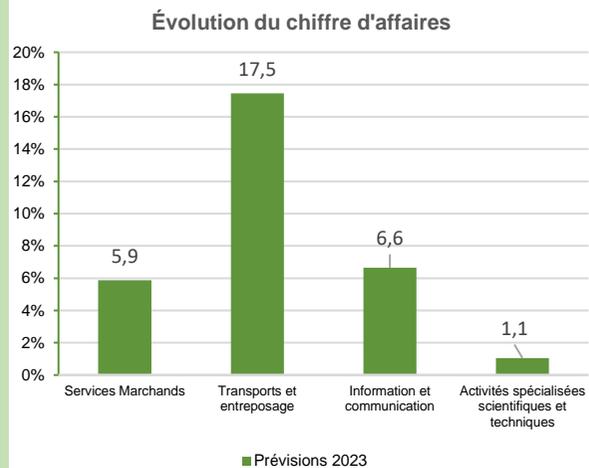


Rentabilité

Investissements



55%
Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

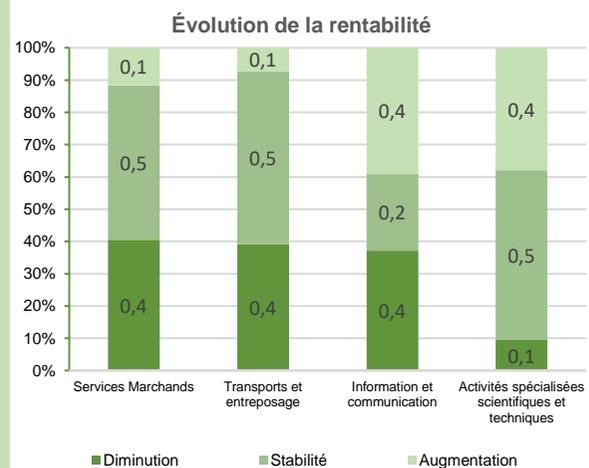
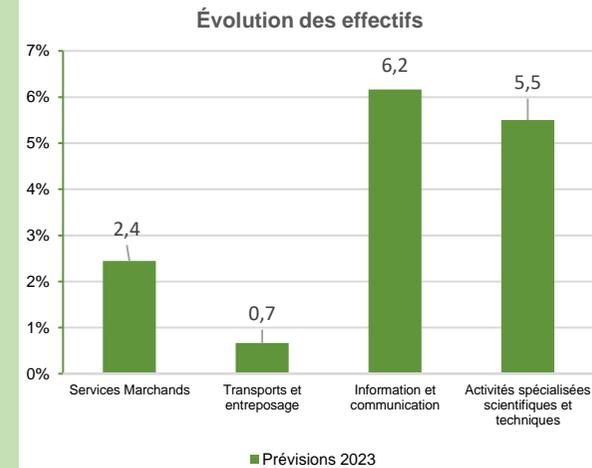
En 2023, l'activité devrait poursuivre sa tendance haussière, en particulier dans le secteur du transport et de l'entreposage, et, dans une moindre mesure, dans celui de l'information et de la communication.

Dans le transport et l'entreposage, la progression signifie également des anticipations d'un renchérissement du prix du gasoil que les entreprises répercuteront.

Dans le secteur de l'information communication, le développement de l'activité résulterait d'une demande toujours forte.

Effectifs

Les chefs d'entreprises interrogés font état d'un optimisme mesuré pour 2023 avec toutefois une intention de recruter plus marquée dans le secteur de l'information et de la communication, pour répondre à des carnets de commandes fournis.



Rentabilité

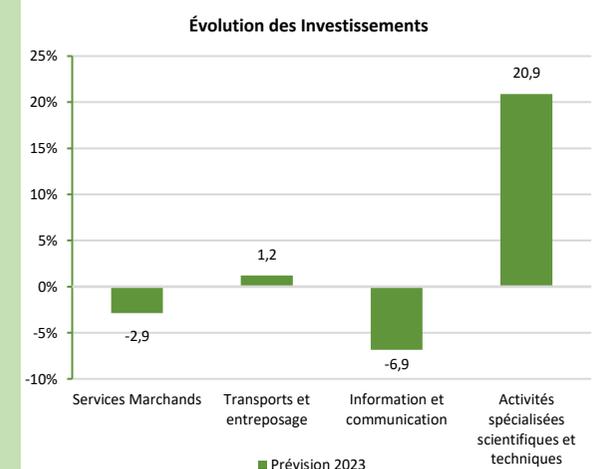
Les dirigeants approchés sont réservés sur l'évolution de leur rentabilité en 2023 puisqu'ils sont 40% à s'attendre à une diminution de leur profitabilité, un chiffre en hausse par rapport aux prévisions de l'an dernier (30%). Ces anticipations sont principalement liées à l'incertitude découlant de l'inflation, en particulier la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières.

Perspectives 2023

Les investissements sont attendus en légère baisse dans l'ensemble des secteurs (2.9%), même si l'ingénierie s'attend à une hausse compte tenu d'investissements dans l'immobilier (bâtiments, bureau d'études) ou d'équipements (installation de panneaux photovoltaïques).

Ces prévisions sont à nuancer car beaucoup d'entrepreneurs sont encore dans l'incertitude quant aux montants exacts de leurs investissements en 2023.

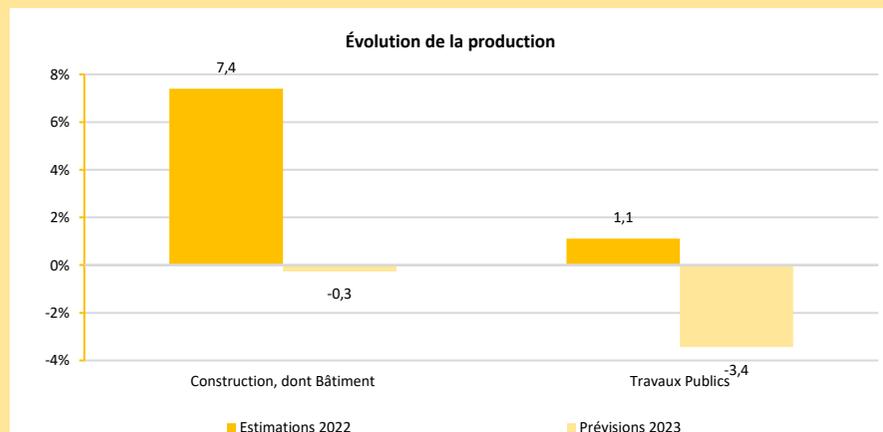
Investissements





Synthèse du secteur Bâtiment – Travaux Publics

La production a progressé bien au-delà des prévisions (7.4% contre +1.2%) en dépit des difficultés d'approvisionnements et de recrutements, difficultés dont le secteur du BTP a le plus souffert parmi l'ensemble des secteurs en 2022. Cette hausse s'est accompagnée d'un accroissement des effectifs, plus importante qu'attendue (+4.5% contre +1.9%), ce qui traduit le poids d'un effet volume presque aussi important que l'effet prix dans le chiffre d'affaires.

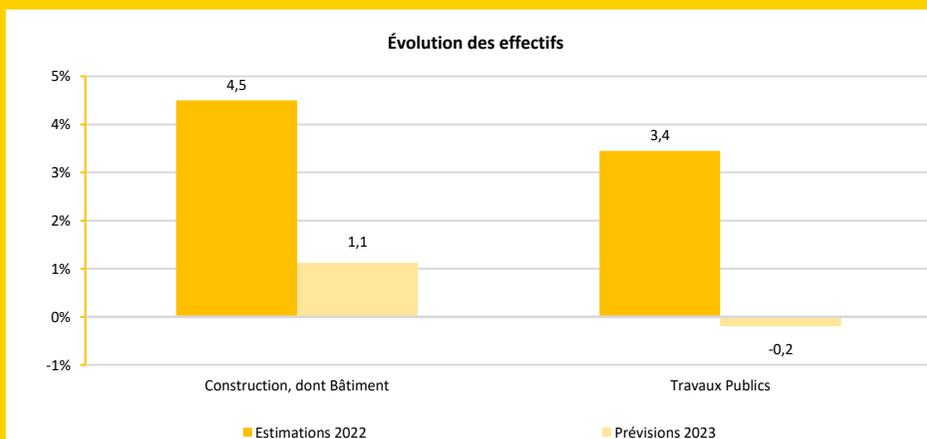


La production a évolué de 7.4% dans le BTP, soit un niveau plus élevé qu'attendu (+1.2%). Le secteur des travaux publics, davantage contraint dans sa capacité à répercuter la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie au regard des commandes publiques, a plus faiblement progressé (+1.1%), alors qu'il était attendu une baisse de l'activité (-3.4%).

La production est attendue en baisse dans la construction et les travaux publics pour 2023 compte tenu d'un rétrécissement des carnets mais également de craintes renouvelées sur les difficultés d'approvisionnements et de recrutements.

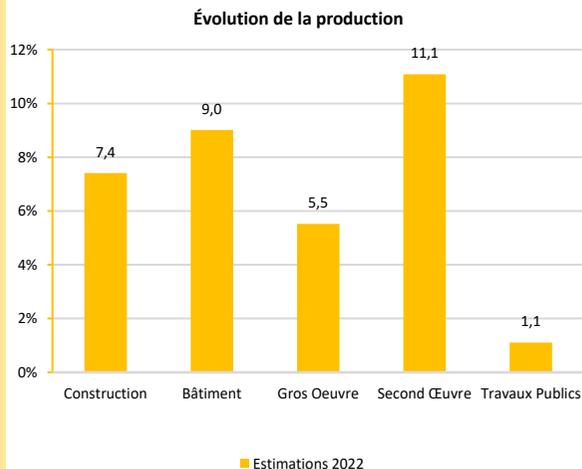
Les effectifs ont progressé davantage qu'attendu (+4.5% contre +1.9%), pour faire face à l'évolution de la production. Cette évolution a également été constatée pour les travaux publics (+3.4% réalisés contre +1.9% attendus).

Le rythme de recrutements devrait être un peu inférieur l'an prochain, dans un contexte où les permis de construire et les mises en chantier sont en baisse.





9%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



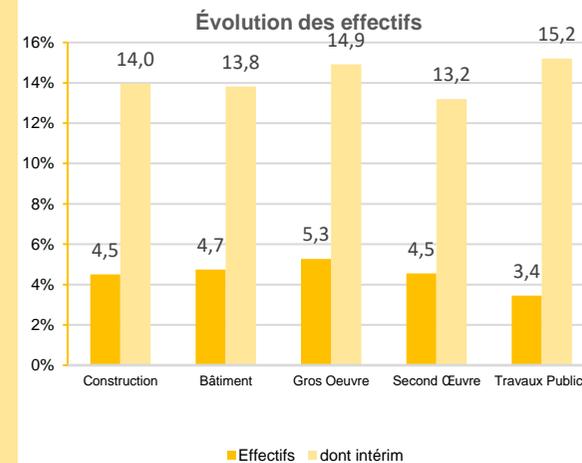
Production totale

La production totale, qui comprend le chiffre d'affaires et la production stockée, est estimée en hausse par rapport à 2021, dans un contexte où les carnets de commandes ont été bien garnis tout au long de l'année.

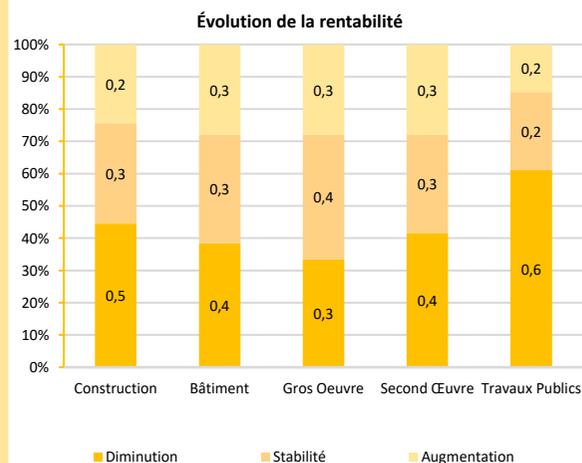
Les estimations 2022 sont par ailleurs supérieures aux perspectives formulées l'année dernière : les entreprises interrogées attendaient une hausse plus mesurée de 1,2%.

Effectifs, dont intérim

Sur l'exercice 2022, les entreprises indiquent un renforcement des effectifs : celui-ci demeure toutefois inférieur à l'évolution de l'activité. Les dirigeants mentionnent toujours des difficultés de recrutements de personnels formés. Le recours à l'intérim reste important dans l'ensemble des sous-secteurs.



Bilan 2022



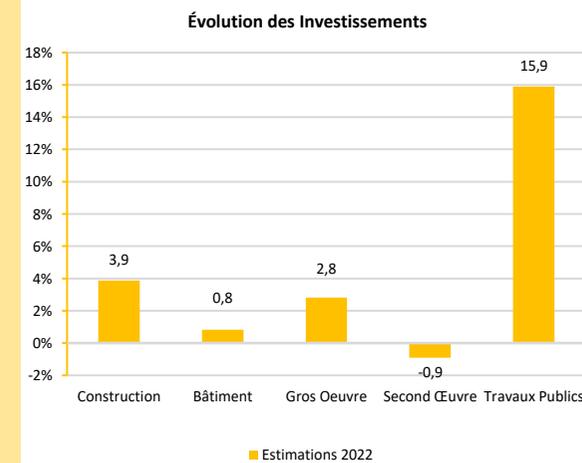
Suite aux fortes hausses du coût des matières premières, du prix de l'énergie mais aussi des difficultés à répercuter ces augmentations sur le prix des devis, la contraction de la rentabilité est plus forte qu'attendue.

Ainsi 20% des dirigeants interrogés envisagent une hausse de leur rentabilité en 2022 contre 60% en 2021. La baisse des résultats est particulièrement marquée dans les travaux publics.

Contrairement à 2021, les entreprises du bâtiment ont investi de façon plus modérée en 2022 en particulier dans le secteur du second œuvre.

Le secteur des travaux publics, à l'inverse, a d'avantage investi en 2022 qu'en 2021 (+15,9 % contre 2,4%).

À noter que les multiples hausses de prix d'achat des matériaux ont contraint certaines entreprises à acheter plus tôt des matériaux pour leurs chantiers, et à investir de façon conséquente pour organiser le stockage de ces matériaux.

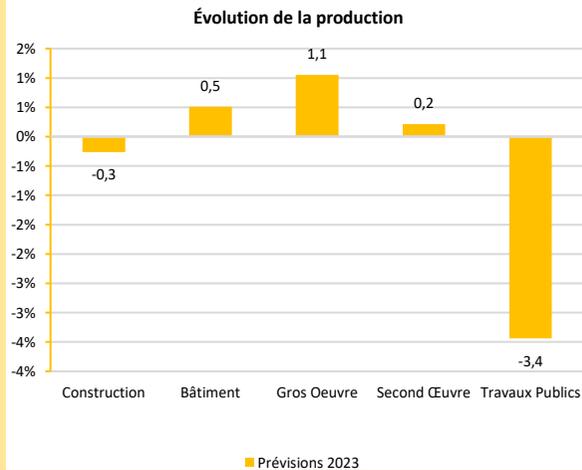


Rentabilité

Investissements



9%
Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production totale

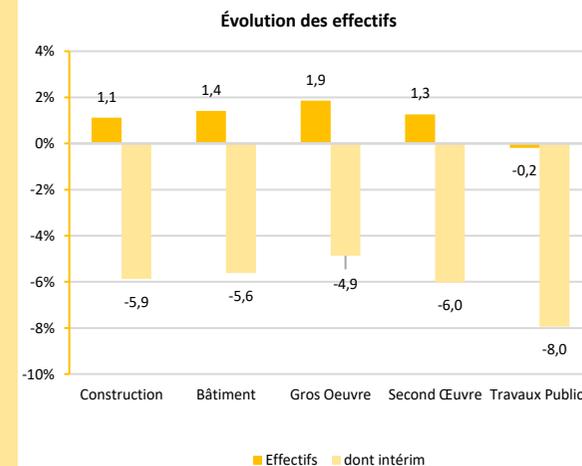
Dans la construction, les perspectives font état d'une très légère baisse. Les travaux publics en seraient le principal contributeur, la progression dans le bâtiment restant quant à elle en légère hausse, portée plus particulièrement par le gros œuvre.

Les chefs d'entreprises des travaux publics sont moins confiants et anticipent une réduction de la production liée en partie à la demande moindre des donneurs d'ordre publics.

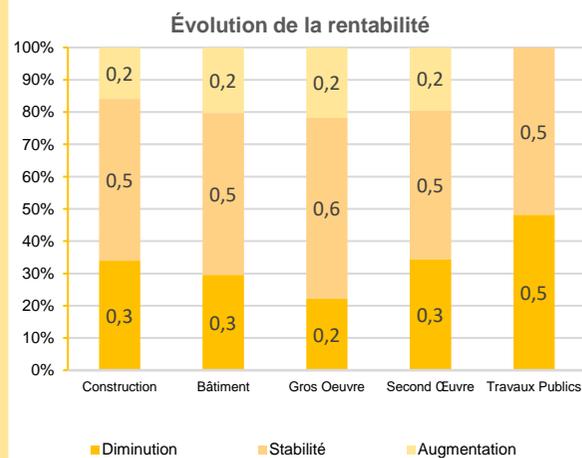
Effectifs, dont intérim

L'emploi salarié resterait en légère progression malgré des prévisions plus défavorables dans les travaux publics.

Les perspectives concernant l'emploi intérimaire sont quant à elles orientées défavorablement.



Perspectives 2023

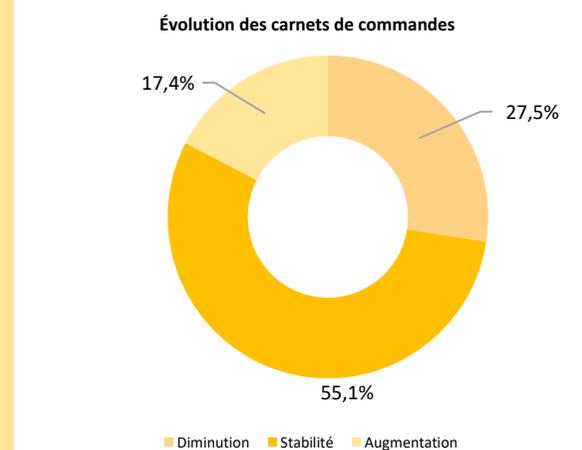


Face aux hausses du coût des approvisionnements et du prix de l'énergie, les entrepreneurs bretons sont majoritairement prudents sur l'évolution de leur rentabilité : ils sont plus nombreux à envisager une diminution ou une stabilité de leur rentabilité.

Ces anticipations baissières sont plus marquées dans le secteur des travaux publics où 50% des dirigeants envisagent une baisse de leur rentabilité.

Comme les deux années précédentes, les dirigeants interrogés estiment que leurs carnets de commandes devraient rester stables.

Les retards dans les délais et les décalages de chantiers pourraient avoir des conséquences sur les prises de commandes à venir.



Rentabilité

Carnets de commandes



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2021-2022-2023).

Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

935 entreprises nous ont répondu. Elles représentent un effectif global de 136 219 personnes pour un chiffre d'affaires global de 36 643 M€.

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Industrie Manufacturière	330	79432	146514	54,21%
Ind Agricoles et Alimentaires	107	40195	58996	68,13%
Equip. Électri./électr. Autres machines	39	7533	18297	41,17%
Fab. Matériel de transport	16	4015	9597	41,84%
Fab. Autres produits industriels	168	27689	59624	46,44%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	203	35341	87914	40,20%
Transport et entreposage	82	10899	32752	33,28%
Information et communication	29	3883	18155	21,39%
Service aux entreprises	92	20559	37007	55,55%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2021		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	230	11971	65235	18,35%
Bâtiment	188	8800	52877	16,64%
Gros oeuvre	57	3675	16282	22,57%
Second oeuvre	131	5125	36595	20,2%
Travaux publics	42	3171	12358	25,66%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises
 Conjoncture	Tendances régionales en Bretagne Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

25 rue de la Visitation CS 56431 - 35064 - RENNES CEDEX

 **02.99.25.12.23**

 **0682-emc-ut@banque-france.fr**

Rédacteur en chef

Yoann CHEUFA, Responsable du Pôle Études

Directeur de la publication

Hervé MATTEI, Directeur Régional

